



Adhérent à l'ACENA

(Association des coordonnateurs des EPLE de Nouvelle-Aquitaine)

16023 ANGOULEME CEDEX

GROUPEMENT DE COMMANDES DEPARTEMENTAL DE LA CHARENTE

« CONTRÔLES & VERIFICATIONS PERIODIQUES OBLIGATOIRES »

CAHIER DES CLAUSES

ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

Établi en application :

de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016

Le présent CCATP comprend 21 feuillets numérotés de 1 à 21

Sommaire

Article 1 : objet du marché

Article 2 : durée du marché

Article 3 : procédure d'attribution du marché

Article 4 : exécution du marché

Article 5 : nature des prestations

5.1 : bases réglementaires

5.2 : dispositions communes à tous les lots

5.3 : descriptifs des lots

Lot 1 : installations électriques

Lot 2 : installations de gaz

Lot 3 : système de sécurité incendie et désenfumage

3-1 : S.S.I.

3-2 : désenfumage

Lot 4 : ascenseurs

4-1 : contrôle quinquennal à la charge du propriétaire

4-2 : vérification annuelle à la charge de l'employeur

4-3 : vérification quinquennale (VRE) à la charge de l'occupant

Lot 5 : appareils de levage et monte-charge

Lot 6 : installations sportives

Lot 7 : portes et portails automatisés

Lot 8 : machines-outils

Lot 9 : installation de cuisson

Lot 10 : appareils et réseaux à pression

Lot 11 : bilan thermique des chaufferies et du contrôle des rejets

Lot 12 : lignes de vie et autres installations de sécurité

Lot 13 : cabines de bronzage

Lot 14 : groupes froids et pompes à chaleur

Lot 15 : installations aérauliques

15-1 : installations aérauliques des laboratoires de sciences

15-2 : analyse générale des laboratoires de science

15-3 : installations aérauliques des ateliers

Article 6 : retard ou défaut d'exécution

Article 7 : pénalités

7.1 : pénalités de droit commun

7.2 : pénalités forfaitaires

7.3 : dispositions communes

Article 8 : résiliation

Article 9 : garanties

Article 10 : prix

Article 11 : révision du prix

Article 12 : modalités et délais de règlement

Article 13 : litiges et médiation

Article 14: dérogation

ARTICLE I – OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché a pour objet les vérifications et contrôles périodiques obligatoires des installations techniques des lycées et collèges publics de la Charente, adhérents du groupement de commandes AGAPE 16.

L'établissement coordonnateur du groupement AGAPE16 est le lycée Marguerite de Valois CS52324 16023 Angoulême représenté par son proviseur.

Chaque établissement fournit aux candidats une description de leurs installations (annexe 2). L'état de recensement de besoins par établissement n'est qu'une base d'évaluation dont les données ne sont pas contractuelles. Le titulaire est réputé avoir visité les EPLE adhérents au groupement (attestation de visite à joindre à l'offre).

Pour établir son offre de prix, chaque candidat se rapproche des établissements afin de prendre connaissance de la nature exacte des installations et sites à entretenir. A défaut de visite, l'offre du soumissionnaire est rejetée. En cas d'installations supplémentaires, le titulaire ne peut s'en prévaloir pour retirer son offre, refuser l'exécution du contrat ou modifier les conditions tarifaires.

Le marché est défini en 15 lots :

- Lot 1 : installations électriques, d'éclairages & paratonnerres
- Lot 2 : installations de gaz
- Lot 3 : systèmes de sécurité incendie et désenfumage
- Lot 4 : ascenseurs
- Lot 5 : appareils de levages
- Lot 6 : installations sportives
- Lot 7 : portes et portails automatisés
- Lot 8 : machines-outils
- Lot 9 : installation de cuisson
- Lot 10 : appareils et réseaux à pression
- Lot 11 : bilan thermique des chaufferies et du contrôle des rejets atmosphériques
- Lot 12 : lignes de vie et autres installations de sécurité
- Lot 13 : cabines de bronzage
- Lot 14 : groupes froids et pompes à chaleur
- Lot 15 : installations d'aération et assainissement des locaux de travail

ARTICLE II – DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période d'une année à compter du 1^{er} septembre 2018 jusqu'au 31 août 2019. Il sera renouvelable 3 fois par reconduction tacite, soit une durée totale qui ne peut excéder 4 ans.

La périodicité des vérifications est définie par lot et par l'objet de la vérification.

Pour les établissements scolaires désirant adhérer au marché et qui ont un contrat en cours, ils pourront soit dénoncer leur contrat si l'entreprise retenue pour le marché n'est pas celle avec qui ils traitent, soit substituer leur ancien contrat au présent marché si l'entreprise qui est retenue pour le marché est la même que celle avec qui ils traitent. L'adhésion peut également avoir lieu au terme de la première année d'exécution du marché, dans ce cas la durée totale du marché ne peut excéder quatre ans.

ARTICLE III : PROCEDURE

Le présent marché à procédure adaptée est régi par les articles 27 & 34 du décret du 25 mars 2016.

ARTICLE IV : EXECUTION DU MARCHÉ

Les prestations feront l'objet d'une exécution concertée entre le(s) titulaire(s) et l'adhérent dans le délai d'un mois après la notification. Le(s) titulaire(s) assure(nt) leurs missions de conseil dans la programmation des opérations de contrôle (périodicité, rappel des obligations, niveau de contrôle, contrôles complémentaires, analyses des risques juridique). Le titulaire ne peut se prévaloir du silence de l'adhérent pour ne pas exécuter les prestations contractuelles. Le titulaire doit rappeler à l'adhérent ses obligations de faire contrôler ses installations dont il a la charge par délégation de la collectivité propriétaire.

En cas de silence de l'adhérent, le titulaire lui notifie par courrier recommandé ses manquements avec copie au coordonnateur.

L'adhérent n'est pas tenu d'émettre des bons de commande pour déclencher les opérations de contrôle hormis dans les cas précisés dans le descriptif des lots.

Le titulaire du marché et le chef d'établissement (ou son représentant) devront définir des dates d'intervention en commun accord de manière à ne pas perturber le fonctionnement normal de l'établissement.

L'entreprise qui effectue ces contrôles doit être un organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur. Un justificatif de cet agrément sera demandé à chaque candidat. Ces agréments renouvelables périodiquement seront adressés au coordonnateur lors de chaque renouvellement.

L'adhérent met à jour les livrets techniques des installations de l'établissement et les porte à la connaissance du ou des titulaires des lots.

ARTICLE V : NATURE DES PRESTATIONS

V-1 : bases réglementaires

Les vérifications périodiques ont pour but la sécurité du public et des travailleurs. Elles s'appuient notamment sur les textes réglementaires suivants :

- Le code de la construction et de l'habitation (ERP) et plus particulièrement ses articles R123.43 à 123.51
- Le code du travail et plus particulièrement les articles R233-42-2, 233-11 et L620-6
- Le règlement de sécurité contre l'incendie approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 et toutes les modifications ultérieures
- articles MS 53 à 77 du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- la norme NF S 61-933
- Les décrets 88-1056 du 14 novembre 1988 et le décret 2010-1019 du 30 août 2010 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques
- L'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications et le contenu des rapports
- Le décret 99-1046 du 13 décembre 1999 concernant les appareils à gaz
- Le décret 98-833 du 16 septembre 1998 concernant le contrôle des rejets atmosphériques
- Le décret 2004-964 du 09 septembre 2004 et le décret 95-826 du 30 juin 1995 pour les ascenseurs ainsi que l'arrêté du 18/11/2004 modifié le 07/08/2012
- Les règlements de sécurité des ERP applicables aux établissements de type R ainsi que celles éventuellement applicables aux activités exercées de type L, N, P, S, T, X, J.
- L'arrêté du 15 mars 2000 modifié par l'arrêté du 30 mars 2005 et par l'arrêté du 31 janvier 2001 applicable aux appareils sous pression.

Dans le cas où une mise à jour réglementaire est nécessaire ou si l'évolution réglementaire nécessite une adaptation des contrôles, le titulaire la portera par écrit à la connaissance du coordonnateur à charge pour celui-ci de la communiquer à tous les adhérents.

Lorsque l'adhérent demande au titulaire d'un ou de plusieurs lots d'être présent à la commission départementale de sécurité, le titulaire ne peut se soustraire à cette demande. La présence à cette commission quel que soit le nombre de séance est facturée forfaitairement selon le tarif indiqué au bordereau de prix unitaire.

V-2 : Dispositions communes à tous les lots :

Les vérifications seront effectuées en présence du gestionnaire ou de son représentant qui mettra à la disposition du titulaire un personnel chargé de le guider, de lui fournir les moyens d'accès aux installations, de lui signaler les éventuels incidents survenus, de lui indiquer les modifications apportées aux installations, de lui faciliter l'exécution de sa mission. Cette personne devra être habilitée à procéder aux essais.

Hors situation de force majeure signalée par l'adhérent, dans le cas où celui-ci ne met pas à disposition un personnel lors des contrôles et tout au long de l'intervention, le titulaire en fait part par écrit (courrier ou courriel) au coordonnateur afin que ce-dernier rappelle cette obligation à l'adhérent.

Les vérifications techniques prévues par l'article R123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation doivent être effectuées par des organismes agréés par le ministère de l'Intérieur.

A l'issue des vérifications, le titulaire devra remettre a minima par défaut de dématérialisation un rapport de vérification en 2 exemplaires au chef d'établissement. Le délai de transmission ne doit pas excéder 5 semaines à compter de la date d'achèvement de la vérification.

Le rapport doit être annexé au registre de sécurité. Le titulaire remplit le registre de sécurité à chaque passage.

V-3 : descriptifs des lots

Lot 1 : installations électriques, éclairages & protection contre la foudre

Le titulaire du marché vérifie annuellement le maintien en état de conformité des installations électriques.

Les vérifications portent sur :

- les installations électriques :
 - locaux de service électrique
 - matériel à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques
 - groupes électrogènes
 - batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs)
 - tableaux normaux
 - canalisations des installations « normal remplacement »
 - appareillages et appareils d'utilisation
- les installations d'éclairage
 - éclairage normal
 - éclairage de sécurité
 - éclairage de remplacement
- les TGBT
 - contrôle thermique des installations
 - délivrance de l'attestation Q19
- les installations de protection contre la foudre : paratonnerre(s)

Elles consistent en :

- un examen de documents (notes de calcul, plans et schémas, documentations techniques)
- un examen du site

- des essais et des mesurages
- contrôles thermiques des installations principales

Pour permettre ces vérifications, le chef d'établissement doit fournir au titulaire du marché s'il en a la possession :

- plans des locaux, avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes particulièrement, risque d'incendie et d'explosion et, dans ce dernier cas, représentation des différentes zones
- plan de masse à l'échelle des installations avec implantation des prises de terre et des canalisations enterrées
- cahier des prescriptions techniques ayant permis la réalisation des installations
- schémas unifilaires des installations électriques, accompagnés si nécessaire d'un synoptique montrant l'articulation des différents tableaux
- carnets de câbles
- notes de calcul justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- rapport de vérification initial et rapports de vérifications périodiques postérieurs
- le cas échéant, déclarations CE de conformité et notices d'instructions des matériels installés dans les locaux ou emplacements à risque d'explosion
- liste des installations de sécurité et effectif maximal des différents locaux ou bâtiments
- copie des attestations de conformité établies en application du décret 72-1120 du 14 décembre 1972

Les vérifications périodiques ont également pour objet :

- l'examen de toute modification, autre que de structure, en vue de vérifier la conformité aux dispositions réglementaires des parties d'installations ainsi modifiées
- le cas échéant, l'examen de l'incidence d'une modification d'affectation de locaux ou emplacements

Les prestations devront être exécutées dans le respect des règles de sécurité et sans gêner le fonctionnement normal de l'établissement.

Le titulaire s'engage à protéger les zones d'intervention et, le cas échéant, à remettre en état ces zones. Un procès contradictoire de l'état des matériels et équipements est établi à la fin de l'exécution du marché en présence du titulaire du marché et du représentant de la personne publique.

Les vérifications et contrôles de l'ensemble des installations seront annuels sauf si le rapport précédent ne présente aucune observation ou si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de présentation. Dans ce cas, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans.